

---

## *Fiche de lecture*

---

**Jean-Yves Grenier :**

***L'économie d'ancien régime, un monde de l'échange et de l'incertitude,***

Albin-Michel, 1996.

---

**Jacky Fayolle**

Le livre de Jean-Yves Grenier est, à la première lecture, déconcertant, sûrement pour l'économiste, sans doute aussi pour l'historien. Il nous parle de cet ensemble flou, qu'on peut qualifier d'économies d'ancien régime, couvrant une vaste période centrée sur les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, dont l'homogénéité est évidemment contestable<sup>1</sup>. Ce n'est pas gênant pour l'auteur, dont l'objectif n'est pas de proposer une représentation exhaustive et close du régime économique d'ancien régime mais de spécifier des formes et des dynamiques qui constituent des invariants au sein de ce régime, en deçà de la diversité de ses manifestations historiques concrètes.

### **Histoire virtuelle**

Le livre est déconcertant pour l'économiste parce qu'un tel projet ne peut pas se mener en recourant à une macroéconomie holiste, qu'elle soit de type marxiste (l'uniformité du travail abstrait comme principe de socialisation déjà inscrit dans l'acte de production) ou keynésienne (la demande globale effective issue de la masse des revenus distribués comme principe de régulation de l'activité). La socialisation des actes économiques n'est pas acquise avant la réalisation d'échanges toujours singuliers et affectés d'une forte contingence, qui ne se prêtent pas à une agrégation en offrant un résumé pertinent. Ce projet ne peut pas se mener non plus dans le cadre d'un raisonnement en termes d'équilibre général des marchés, car l'organisation institutionnelle des activités et des marchés introduit entre ces derniers des cloisonnements qui ne sont pas de simples frottements, mais qui participent en profondeur aux hiérarchies sociales et à leur reproduction. Le fonctionnement des marchés est encastré dans ces

---

1. Par exemple, Angus Maddison distingue, sur la base du type de combinaison productive, la période agraire progressive (1500-1700) et le capitalisme commercial (1700-1820). cf A.Maddison, *Les phases du développement capitaliste*, Economica, 1981.

hiérarchies, ce qui ne permet pas le libre déploiement de mécanismes d'équilibrage passant par exemple par la mobilité du capital. Le projet de l'auteur nécessite donc le recours à un langage spécifique, qui puisse rendre compte des particularités des économies d'ancien régime et qu'il dégage naturellement d'une relecture des économistes préclassiques attentive à leur pluralité. Cette relecture ne s'attache pas tant à juger du bien-fondé théorique des travaux préclassiques qu'à apprécier la pertinence de leurs problématiques pour la compréhension des économies au sein desquelles ils vivaient. Mais comme, sauf lorsqu'ils connaissent bien l'histoire de la pensée économique, les économistes ont bien souvent oublié ces auteurs préclassiques, le livre de J.-Y. Grenier n'est pas aisé à lire pour un économiste trop marqué par la topologie contemporaine de sa discipline, entre macroéconomie et équilibre général.

Mais il ne l'est peut-être pas non plus pour un historien, en raison de l'abstraction et de la complexité de son armature conceptuelle, dont le rapport à la chronologie historique est pour le moins indirect, et sans doute incomplètement élucidé dans l'ouvrage. J.-Y. Grenier procède à un inventaire des formes, des institutions et des comportements de l'économie d'ancien régime ; il ordonne leurs interactions au sein d'une représentation du circuit économique qui prétend à une certaine validité générale pour ce régime ; il s'efforce d'en retrouver la trace partielle et parfois allusive dans les enchaînements observables, comme ceux que décrivent les séries de prix, en mobilisant les méthodes récentes d'analyse économétrique des séries temporelles. Ces méthodes, en effet, se prêtent bien à la reconnaissance de la pluralité des dynamiques concrètes envisageables à partir d'une matrice stochastique commune, qui synthétise les propriétés du circuit économique et leurs implications dynamiques virtuelles. Il reste qu'on est encore loin de l'histoire, si on entend par histoire l'application explicative de la trame générique proposée par Grenier à des épisodes chronologiques bien identifiés. Cette application, qui aurait aussi fonction de test sinon de falsifiabilité du moins de corroboration (pour reprendre le langage popperien utilisé par Grenier), est seulement esquissée sous forme allusive ou illustrative dans l'ouvrage, alors que le lecteur serait curieux de connaître l'apport explicatif de cette trame pour la compréhension d'épisodes historiques significatifs et débattus<sup>2</sup> : peut-on passer d'une telle trame générique à l'élaboration de « modèles locaux » explicatifs qui la respectent mais qui soient évidemment conditionnés par un ensemble de paramètres représentatifs de leur contexte historique et géographique ? Le lecteur est tenté de se dire d'ailleurs que l'auteur a pu se livrer à ce type d'exercices pour son propre compte, afin de construire sa démarche, mais, que si c'est le cas, son mode d'investigation disparaît alors un peu trop au profit du mode d'exposition retenu.

---

2. Par exemple : peut-on caractériser les enchaînements économiques préalables à la révolution française en conformité avec cette trame générique ? cette révolution peut-elle s'interpréter dans le langage des crises d'ancien régime dont parle Grenier ?

Le livre de Grenier est beaucoup moins déconcertant lorsqu'on s'efforce, dans un second temps, d'en reprendre la logique d'ensemble et d'en bien saisir les articulations, pour synthétiser le fonctionnement typique de ces économies d'ancien régime. Et, là, si vous me permettez l'expression, la lumière se fait : ces économistes d'ancien régime, *a priori* si lointains pour l'économiste contemporain, sont en fait merveilleusement éloquents et concrets dans leur caractérisation des comportements économiques de l'époque. Ils témoignent d'une attention à la précision de ces comportements, qui s'est peut-être diluée par la suite, avec le passage à une économie classique puis moderne plus soucieuse de cohérence axiomatique et théorique. C'est peut-être d'ailleurs un des obstacles de l'ouvrage, que de dissimuler (involontairement, car il suffit après tout que le lecteur y soit attentif) la simplicité d'expression de ces économistes, pour dire des choses profondes, derrière la complexité de la construction conceptuelle qui mobilise leurs analyses. Si on perçoit pleinement que la savante architecture proposée par Grenier se nourrit de ces analyses concrètes et diversifiées, de ce qu'on pourrait appeler, dans un esprit positif, une science économique artisanale et méticuleuse, la lisibilité du régime économique d'ancien régime se dégage avec beaucoup plus de clarté, y compris pour des économistes plongés dans les approches contemporaines, dès lors qu'elles s'éloignent des standards de la macroéconomie ou de l'équilibre général.

Je souhaite que ce ne soit pas perçu comme un rapprochement incongru, mais j'ai trouvé beaucoup de similarités, au niveau de la conception du circuit économique, entre la démarche de Grenier et celle d'un économiste comme Kornai, lorsque, dans son ouvrage majeur *Socialisme et économie de la pénurie*, il propose une théorie générale de ces autres économies d'ancien régime qu'étaient les économies socialistes est-européennes. L'économie socialiste type est une économie de marchandage plus que de marché. Le dialogue entre acheteurs et vendeurs privilégie les signaux quantitatifs, la perception réciproque des pénuries et des excédents disponibles. Ce marchandage quantitatif s'exprime par une séquence itérative d'opérations de recherche et d'ajustement sur les marchés, qui est coûteuse en temps. Cette séquence incorpore des effets de report plus ou moins intenses de la part des acheteurs insatisfaits vers des substituts aux produits initialement demandés. L'observation des excédents et pénuries suppose une vision désagrégée des marchés, puisqu'ils prennent naissance dans les relations horizontales élémentaires entre échangistes. L'agrégation statistique dissimule la logique de ces relations élémentaires, alors que la propagation des déséquilibres désagrégés peut déboucher sur une instabilité macroéconomique, de type quasi-cyclique. La relation de marchandage constitue le rapport social élémentaire de l'économie civile socialiste. Mais la planification étatique participe à la généralisation des pratiques de marchandage. Au sein des relations verticales entre entreprises et niveaux administratifs successifs, le marchandage porte sur des groupes de produits plus agrégés définis par les nomenclatures en vigueur.

La résonance entre économies d'ancien régime et économies socialistes modernes suggère l'idée que les approches standard de la macroéconomie et de l'équilibre général ne sont en concurrence que pour un type d'économies (les économies capitalistes modernes) finalement assez délimitées dans le temps et l'espace (du moins jusqu'à présent). Des approches aptes à rendre compte d'expériences historiques plus diverses nécessitent la relativisation d'une référence obligée à l'équilibre (qui est au coeur de la maturation de la pensée économique depuis les classiques et de la synthèse contemporaine entre néo-keynésiens et néo-classiques) par une conception ouverte des temporalités économiques. L'enchaînement séquentiel des actes de la vie économique peut déboucher sur des dynamiques dont la compréhension ne passe pas par la référence à un équilibre de nature gravitationnelle (pour reprendre une expression de Grenier).

### **Le circuit d'ancien régime**

Situé dans une telle perspective, l'idéal-type de l'économie d'ancien régime que nous propose Grenier n'apparaît finalement pas si mystérieux que ça. A condition d'admettre que la rationalité dominante est une rationalité de la stationnarité qui recherche prioritairement la normalité des revenus et la continuité des hiérarchies sociales. L'ordonnement du circuit économique et les dynamiques qui en découlent peuvent être résumés comme suit :

1— Les prix sont rigides, non pas à cause de frottements subalternes mais parce que les prix de référence sous-jacents participent à l'identification des biens produits et à la définition des hiérarchies sociales, sur lesquelles veille l'Etat royal. Ils incorporent, pour chaque activité, un profit normal et moral, qui rémunère les avances consenties pour la production et la mise à disposition de ces biens sur des marchés de type monopolistique. La hiérarchie des activités et de leurs rémunérations l'emporte sur l'interdépendance des marchés et la réalité des arbitrages. Les prix de référence initialisent le déroulement du circuit économique en exerçant des incitations adéquates sur ses participants. C'est le capital commercial qui mène la danse, car les marchands concentrent, en alliance avec l'Etat royal, la richesse monétaire. Ils impulsent le déroulement des échanges, alors que les dépenses en capital matériel productif restent de second ordre et que l'organisation cloisonnée des producteurs les maintient sous la coupe des marchands.

2— Les dépenses qui nourrissent les flux de production ne dépendent pas que des avances nouvelles de la période mais aussi de la mobilisation des réserves monétaires accumulées. La thésaurisation constitue en quelque sorte l'héritage des périodes précédentes. Elle rend variable l'impact des impulsions monétaires, puisqu'une telle impulsion aura d'autant plus d'impact expansif qu'elle détournera de la thésaurisation les détenteurs de capitaux, en diminuant l'intérêt des placements de type rentier. La mobilisation productive des capitaux monétaires obéit à un impératif de

sécurité, qui a pour objectif la protection du capital et l'attention consécutive à la normalité des profits réalisables dans les échanges. Elle est donc sensible aux alternances de confiance et de défiance, qui vont faire varier le degré de préférence pour la liquidité. Elle joue un rôle procyclique, surtout lorsque la lettre de change va accroître l'élasticité du crédit commercial.

3— Les avances versées recouvrent notamment le fonds des salaires dont l'affectation est aussi prédéfinie par l'ensemble des règles qui ordonnent le fonctionnement de marchés du travail soigneusement segmentés. En leur sein, la relation de dépendance personnelle entre employeur et employé prévaut sur la libre concurrence. Le salaire nominal est rigide à court terme tandis que l'adaptation immédiate de la masse salariale aux avances disponibles s'opère par la flexibilité de la quantité de travail et la mobilité géographique de la main d'oeuvre. Cette adaptation est procyclique, car les travailleurs cherchent avant tout à assurer le maintien de leur niveau de vie acquis. Si, au cours d'une phase d'expansion, les prix s'élèvent et que le salaire réel baisse, l'offre de travail s'accroît et s'accorde également avec la demande plus importante également exprimée par les marchands et les producteurs.

4— Dans le déroulement du circuit, la formation de la demande est ordonnée en fonction du type de biens. La demande de biens de luxe est le résidu de celle de biens de subsistance et la demande de biens ostentatoires le résidu de celle de biens de luxe. C'est un effet Giffen généralisé, qui est à la source des effets de report au détriment des marchés résiduels. L'expansion fait monter les prix du blé, ce qui déprime la demande de biens industriels, tant que l'ensemble des revenus n'a pas suffisamment bénéficié de l'expansion. Le cycle industriel est ainsi contraint par celui du blé. La dynamique économique est évidemment très sensible, dans ces conditions, aux irrégularités de l'offre de blé. Mais celles-ci ne doivent pas être surestimées : les producteurs disposent généralement d'un potentiel cultivable incomplètement mobilisé, ce qui rend possibles des rendements croissants à court terme et les rend sensibles aux incitations exercés par le niveau des prix. Les aléas climatiques influencent la réalisation de cette offre projetée : ils jouent au second ordre.

Ces enchaînements suscitent des régularités reconnaissables par apprentissage. Elles fondent la capacité d'anticipation des participants au circuit. Mais ce sont des enchaînements vulnérables aux aléas de tous ordres et à l'incertitude endogène de la négociation sur les marchés. Ces aléas et incertitudes donnent la possibilité d'une composante aléatoire du profit (le profit 2), qui l'écarte de sa norme reconnue mais peut éventuellement s'y intégrer si les agents bénéficiaires sont capables d'apprendre et de maîtriser les conditions de sa formation.

Le déroulement du circuit inclut des paramètres temporels qui contribuent à engendrer les formes que prend la dynamique économique: c'est la durée du stockage du blé, de l'ordre de trois ans, qui se retrouve dans l'autocorrélation des séries de prix. C'est la renégociation d'ordre décennal des

baux agricoles, qui ferme l'horizon temporel du fermier mais constitue l'occasion, lorsqu'elle a lieu, d'opérations nouvelles d'investissement et d'une redéfinition du partage profit-rente, qui prend en compte avec retard l'évolution de la conjoncture agricole au cours du bail écoulé. Ce délai de réaction pousse à un comportement procyclique de l'offre céréalière, les rentes élevées découlant d'une bonne conjoncture passée incitant à produire plus, alors même que la conjoncture a pu se renverser. Il faut d'autant plus produire pour pouvoir payer rentes et salaires, malgré des prix en déclin. Ce faisant, le mouvement baissier des prix s'accroît évidemment.

Le déroulement séquentiel du circuit incorpore ainsi potentiellement une pluralité de dynamiques virtuelles, dont la réalisation effective et complète est contingente, car elle dépend de l'ampleur des impulsions qui leur donnent naissance et des modes de perception, d'anticipation et de négociation des agents participant aux échanges. L'organisation temporelle de l'économie d'ancien régime est complexe: l'agencement chronologique des actes économiques élémentaires au cours du circuit débouche sur des alternances cycliques, où le cycle céréalière est contraignant pour les cycles courts industriels. Cette alternance participe à des mouvements plus longs, couvrant plusieurs décennies, qui font jouer le cycle de vie en forme de parabole des produits manufacturés, c'est-à-dire une succession de traditions industrielles. Si la stationnarité technique prévaut au sein de chacune de ces traditions, sous la vigilance des réglementations de métier, l'innovation de produit est un moteur de l'évolution et constitue la forme première de la concurrence industrielle. Cette innovation interfère avec les mouvements démographiques et le lent glissement de la hiérarchie sociale des biens et des structures de demande. Ces évolutions ne vont pas sans crises, dont la fonction est de redéfinir la structure des prix relatifs et celle des salaires et de réinitialiser ainsi le déroulement à venir du circuit par un jeu d'incitations renouvelées.

Parce que ces dynamiques sont seulement virtuelles et souvent inachevées, elles ne sont que partiellement observables dans les séries temporelles et les chronologies historiques, dont elles constituent pourtant la trame explicative. C'est là sans doute où l'ouvrage laisse aussi un goût d'inachevé. Ce peut être en effet une manière élégante que d'éliminer le besoin de preuve de la pertinence de l'approche de Grenier pour la compréhension de mouvements historiques concrets. Une fois de plus, on aurait envie d'applications historiques plus circonstanciées.

S'étant livré ainsi au résumé de l'ouvrage de Grenier, on est tenté d'en tirer une double conclusion: les modes de coordination entre agents économiques et les dynamiques temporelles de l'économie d'ancien régime sont profondément originales, elles donnent un rôle premier au mode de réalisation matériel et institutionnel des échanges, à la fois réglementé et contingent (et, en ce sens, la nature de l'incertitude propre à l'économie d'ancien régime est autrement plus complexe que ce qu'une appréhension trop superficielle du sous-titre de l'ouvrage pourrait laisser supposer).

C'est au travers des échanges que l'espace économique, très hétérogène productivement et géographiquement, trouve une cohérence provisoire. Mais cette originalité foncière n'empêche pas que le fonctionnement de cette économie puisse être représenté en faisant appel à un appareil conceptuel moderne, qui mobilise l'analyse des ajustements de quantité et de prix pratiqués par les économistes contemporains. Ce paraît d'autant moins un abus de reconstruction conceptuelle rétrospective du passé, qu'un tel effort peut s'appuyer sur une relecture des auteurs préclassiques s'efforçant de dégager de leur pluralité le lieu commun de leurs apports. Comme le dit Grenier, « Les préclassiques mettent au coeur de leur analyse économique de l'ancien régime ce que classiques puis néo-classiques considèrent comme de simples dysfonctionnements secondaires du marché ».

Il reste cependant, du point de vue de l'ouvrage, une question majeure, sur laquelle j'ai été particulièrement silencieux, car elle reste pour moi une zone de perplexité, qui constitue peut-être le doute existentiel de tout économiste. J'ai l'impression, après m'être livré à cet exercice, qu'on peut parler de l'économie d'ancien régime à l'aide de notions ordinaires, les biens, les prix, les quantités, sans avoir besoin du concept plus compromettant, plus difficile à manier, de valeur. C'est évidemment une impression insatisfaisante car elle n'est fidèle ni à l'esprit de l'ouvrage, ni au discours des économistes aussi bien préclassiques que classiques. Ce sera ma question finale : la référence au concept de valeur est-elle justement de l'ordre du discours, voire du voile idéologique, participe-t-elle à un langage économique daté mais susceptible de traduction dans un langage économique contemporain plus prosaïque ou profane, ou bien constitue-t-elle un noeud conceptuel indispensable dans l'articulation des dimensions économiques, sociales, politiques et symboliques des sociétés d'ancien régime ?





---

## *Fiche de lecture*

---

**Pierre Cahuc, André Zylberberg :**  
***Economie du travail, la formation des salaires et  
les déterminants du chômage,***

De Boeck Université, Ouvertures Economiques, Série  
Balises, 1996.

---

**Alexis Dantec**

L'économie du travail est une branche particulièrement prolifique de la théorie économique, se développant de concert avec le chômage. Elle tente d'expliquer dans un cadre cohérent les faits stylisés du marché du travail, en dépassant le simple cadre simpliste d'analyse du marché, tout en préservant des fondements compatibles avec le postulat de rationalité individuelle. Les éléments théoriques quelque peu disparates formulés ces vingt dernières années forment ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle économie du travail.

Si de nombreux articles ou ouvrages permettent un tour d'horizon de ces théories, il n'existait pas de manuel en langue française. L'ouvrage de Pierre Cahuc et André Zylberberg s'inscrit dans une démarche réellement pédagogique et rend compte des développements récents de l'économie du travail, confrontant de plus ces explications théoriques à des résultats empiriques. Une attention toute particulière est portée à l'analyse du chômage, en essayant de dépasser le découpage traditionnel des enseignements : si en effet la macro-économie fournit des explications fondées sur une représentation très simplifiée du marché du travail, a contrario, l'économie du travail se borne le plus souvent à donner des explications dans un cadre d'équilibre partiel négligeant les interactions avec les autres marchés.

La tâche à accomplir était pour les deux auteurs considérable, si l'on veut bien comparer leur ouvrage au *Handbook of Labor Economics*<sup>1</sup> et à ses vingt-huit contributions. Il en résulte une grande unité de traitement, élément très appréciable pour un ouvrage pédagogique. L'ouvrage s'orga-

---

1. *Handbook of Labor Economics* (1986), Ashenfelter & Layard, North Holland

nise grosso modo comme son homologue anglo-saxon : la première partie traite des offres et demande de travail, la deuxième de la formation des salaires, et la troisième des explications du chômage dans un cadre macro-économique.

Du côté de l'offre, on pourra s'initier aux rudiments de la théorie de la prospection d'emploi, permettant de comprendre de manière plus satisfaisante les décisions de participation au marché du travail. Contrairement à la théorie néo-classique d'arbitrage entre loisir et travail, cette théorie prend en compte le temps et les coûts nécessaires à la recherche d'un emploi. Plus classiquement, on trouvera du côté de la demande de travail, avec des extensions en ajustements dynamiques et l'introduction de l'incertain, la modélisation explicite de l'impact des prix de tous les facteurs de production, de la technologie, et des caractéristiques des marchés des biens sur l'emploi et la durée du travail des diverses catégories de main-d'œuvre. Les études empiriques synthétisées dans cette partie s'intéressent pour la plupart à l'estimation des différentes élasticités, par exemple celle de demande conditionnellement au travail par rapport au coût de ce facteur.

En second lieu, l'étude de la formation des salaires permettra d'expliquer le fait que des agents ayant des caractéristiques productives identiques puissent percevoir des salaires différents (salaire d'efficience), de mieux prendre en compte les contraintes informationnelles dans les relations entre agents (théorie des contrats), et enfin d'analyser formellement l'impact du pouvoir de négociation des travailleurs sur le salaire, l'emploi, les profits et la productivité au niveau de l'entreprise. Les résultats obtenus par la recherche économétrique ne permettent pas encore de falsifier les différentes conclusions alternatives obtenues par les deux premiers champs théoriques. En revanche, de nombreuses études américaines ont tenté d'estimer le rôle des négociations syndicales. On apprendra ainsi qu'un accroissement du pouvoir des syndicats semble augmenter les salaires mais diminuer leur dispersion, baisser les profits mais augmenter la productivité, et enfin rester ambigu en termes d'emploi.

En troisième lieu, on pourra étudier dans un cadre cohérent les différentes courbes de Phillips, notamment à travers une comparaison internationale, et l'intégration dans un modèle d'équilibre général des théories du chômage frictionnel et des négociations salariales. Des considérations sur une ouverture internationale et des problèmes de qualification clôturent l'ouvrage.

Au total, le manuel de Cahuc et Zylberberg répond bien à l'objectif qu'il s'était fixé : être une somme des développements récents, théoriques et empiriques, de la nouvelle économie du travail. On ne pourrait donc leur faire les griefs qui sont en fait à mettre au débit de la discipline elle-même. Que chacune des théories n'explique que très partiellement le chômage ou ne propose pas de solution, que les études empiriques se

---

résumé pour la plupart à l'évaluation d'élasticités et non pas dans les tests de robustesse des modèles, que des élasticités calculées sur des séries américaines dans les années cinquante soient utilisées pour obtenir des résultats en Europe dans les années quatre-vingt, et bien d'autres insuffisances, sont le propre de cette nouvelle école. On pourra cependant regretter l'absence de réflexion approfondie sur le traitement statistique du chômage en Europe et d'un chapitre sur l'évaluation des politiques économiques à l'aune des théories exposées. Il reste que l'importance d'un tel chapitre mériterait peut-être un deuxième volume.